

FLAMBEAU des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0374 du Lundi 01 Septembre 2014 * PRIX : 250 F CFA

Concours de beauté Miss Togo 2014

**Camara
Mariama
Tatiana
nouvelle
reine** ^{P.2}



**Forte présence internationale à la cérémonie
d'investiture de Recep Tayyip Erdogan** ^{P.5}



**Pourquoi Faure
s'intéresse à la Turquie ?**

Tension au CHU Sylvanus Olympio : ^{P.5}

**Le Synphot « réclame
la tête » du Directeur
général Adom Wiyao**



Société

Opération Entonnoir : ^{P.3}

**Pas de répit pour
les contrebandiers
du carburant frelaté**



Santé

**L'Association ^{P.4}
AJBP mobilise les
populations contre
le virus Ebola**

Sport/Football

Can U20 Sénégal 2015

**Le Togo ne sera
pas de la fête** ^{P.7}



Les éperviers juniors

Numérisation de la TVT

**Générale d'Afrique, de 20 à 60 milliards, la
bande de voleurs qui dépouillent le trésor public.** ^{P.6}

Concours de beauté Miss Togo 2014

Camara Mariama Tatiana nouvelle reine



Mlle Camara Mariama Tatiana

Depuis le samedi 30 août dernier, Mlle Camara Mariama Tattiana est devenue la nouvelle ambassadrice de la beauté togolaise à l'issue du concours Miss Togo 2014. Elle succède à Edwige Ségbé élue en 2013. La nouvelle reine de la beauté togolaise a pour dauphines Adzo Akou Yayra et Mensah Têlé Agustine. Pendant un an, la Miss Togo 2014, celle qui est désormais le miroir de la beauté togolaise va axer son mandat sur le thème "les Tics au service de l'Education en milieu rural" un thème qui cadre bien selon le président du Comité National Miss Togo Gaspard Baka avec la vision du gouvernement de promouvoir

non seulement les nouvelles technologies, mais aussi de faire de « l'éducation pour tous » une réalité dans les villages et dans les hameaux les plus reculés du pays. La seule fausse note pour cette 20^{ème} édition est le choix assez contesté de Camara Tatiana d'où la nécessité pour le Comité National Miss Togo de repenser l'organisation de cet événement culturel qui offre un cadre de redécouverte et d'exaltation des différentes cultures de notre pays. Notons que pour cette 20^{ème} édition, elles ont été 21 candidates à se rivaliser d'ardeur pour la succession d'Edwige Ségbé.

Isaac Tonyi

RECHERCHE D'EMPLOI

Un jeune togolais, maîtrise en comptabilité et gestion, cherche emploi.

Contact : 90 95 60 86/ 90 13 77 38

NUMÉROS UTILES

CHU-Tokoin : 22 21 25 01

CHU Campus : 22 25 77 68

Commissariat Central : 22 25 47 39

Sûreté Nationale : 22 21 28 71

Sapeurs pompiers : 118 ou 22 21 67 06

Police Secours : 117

Gendarmerie (Secours et assistance : 172 ou 22 22 21 39

FLAMBEAU
des démocrates
HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

**Plus qu'un journal,
c'est l'idéal de vie**

Programme de Soutien aux Micro-projets communautaires(Psmico)

Le nouveau de marché de Notsè inauguré

Depuis le 23 août dernier, le marché préfectoral de Notsè, ville située à 100 km au nord de Lomé, a été mis à la disposition des populations à travers une cérémonie d'inauguration présidée par le Ministre du Développement à la Base, Victoire Tomégah-Dogbè, ceci, dans le cadre du Programme de Soutien aux Micro projets Communautaires (Psmico). Les infrastructures de l'ancien site abritant le marché étant devenues vétustes, les autorités de la commune et de la préfecture ont sollicité l'apport dudit programme. Environ 225 000 000frs cfa ont été déboursés pour la construction de ce marché qui dispose désormais de 11 hangars, de 3 magasins, d'un bloc latrine, d'un bloc administratif, des voies et des espaces aménagés, des ouvrages de franchissement sur les voies d'accès. Dans l'accomplissement de ces différents travaux, 2000 emplois ont pu être générés. En prélude à cette inauguration, le ministère a procédé à une signature de convention avec 29 communautés issues de 19 préfectures des 5 régions du Togo. Cette signature



Coupure du ruban

de convention concerne la construction de 45 salles de classe équipées de 1320 tables bancs, de 23 blocs latrines, de 2 unités de soins périphériques, de 32 hangars de marché, de 5 magasins, de 3 forages, de 3 maisons des jeunes, soit un total de 131 unités d'infrastructures pour un montant global de 1. 703 740.000frs cfa.

Selon le ministre Victoire Tomégah-Dogbè le Psmico est l'expression de la politique de proximité du Chef de l'Etat qui met au centre du développement les

communautés à la base. Elle a en outre exhorté les populations à prendre soin des ouvrages.

A titre de rappel, le Psmico est un programme conçu pour soulager les populations à la base. Ce programme est une réponse aux préoccupations exprimées par les communautés elles-mêmes, il est exécuté par l'Agence National de Développement à la Base (Anadeb), bras opérationnel du ministère dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement à la base.

Isaac Tonyi

Transport

Le Togo sur la voie d'une administration maritime efficace et sécurisée



Table d'honneur

Bientôt le Togo, à l'instar des 18 autres pays du Groupe Afrique, Caraïbe et du Pacifique (ACP) ayant bénéficié du système d'audit obligatoire de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), au regard de l'efficacité de ses efforts en matière d'une administration maritime efficace, disposera d'ici 2016 d'une administration répondant aux normes internationales conformes à celles exigées par ladite Organisation.

Pour ce faire, les différents acteurs animant la vie de ce secteur sont en conclave à Lomé le jeudi 28 août 2014 et ce pour vendredi. Pendant deux jours, ces participants se sont appliqués pour la mise en œuvre des instruments de l'OMI, de l'Etat du pavillon, du contrôle des navires par l'Etat du port et de la législation maritime.

Au cours des travaux, sont également restitués les résultats de l'évaluation du Togo en matière d'exécution des responsabilités de l'administration maritime, travaux effectués ces trois derniers jours par Henri Pinon et Thierry Beisser, deux consultants français sollicités à cet effet.

A en croire Lebga Alfa, Directeur des Affaires Maritimes, »le Togo se félicite de faire partie des pays bénéficiaires de ce programme d'évaluation des administrations maritimes qui lui permettra de corriger ses faiblesses en la matière«.

Rebondissant dans le même sens, Marc Sondou, Directeur de Cabinet du ministre des Travaux Publics, après avoir loué les mérites de » l'OMI qui, selon lui, demeure une organisation dont le rôle dans la réglementation des activités

maritimes n'est plus à démontrer», a retracé les grandes actions du gouvernement Togolais dans sa lutte contre tout fléau pouvant survenir en mer.

A titre d'illustration, ajoute-il, la république Togolaise a ratifié en 2011 et 2012, huit (8) conventions maritimes. C'est tout en se basant sur ce satisfecit, que Marc Sondou a invité les participants à »œuvrer avec les consultants pour atteindre les résultats escomptés«. Lesquels résultats feront conclu-t-il, objets des »recommandations« au gouvernement.

Le système d'audit de l'OMI, faudrait-il le rappeler, est comme un examen d'aptitude des administrations maritimes en vue d'identifier et de corriger leurs difficultés dans l'intérêt du pays concerné et de la communauté internationale.

A titre d'information, le Togo de même que tous les autres pays bénéficiaires dudit programme, participera d'ici la fin de cette année à un séminaire régional. Au cours de ce séminaire, toutes les activités nationales exécutées sous ce programme seront évaluées aux fins d'uniformiser sa mise en œuvre.

Magloire TEKO

Tension au CHU Sylvanus Olympio : Le Synphot « réclame la tête » du Directeur général Adom Wiyao : « Je ne démissionnerai pas »

Les 5 médecins arrêtés dans l'affaire de vol du moniteur au Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio ont été relâchés mercredi 27 août dernier, le soir aux alentours de 18 heures, après avoir passé 36 heures en garde-à-vue à la Gendarmerie nationale de Lomé. Jeudi matin, le Syndicat des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot) a mobilisé des médecins pour un sit-in devant le CHU pour protester contre la détention de leurs camarades. Ils dénoncent cette détention et les méthodes cavalières avec lesquelles la gendarmerie a procédé à l'arrestation de leurs 5 confrères. « C'est une détention arbitraire », ont-ils affirmé.

Les faits remontent à la semaine dernière où un moniteur a disparu du centre hospitalier Sylvanus Olympio, c'est le moniteur du bloc opératoire de la salle 3. Un moniteur est un appareil qui permet de suivre un malade qui vient d'être opéré ou en réanimation. La direction informée, décide de s'en référer à la gendarmerie. Un détachement du SRI (Service de Recherches et d'Investigation) débarque au CHU Sylvanus Olympio pour investigations.

« Lorsque j'ai constaté le vol, en tant que premier responsable du centre, je ne pouvais pas me taire. Vous voulez que je fasse quoi ? Je ne peux pas rester les bras croisés »

Le commandant du détachement souhaite interroger le personnel qui était de garde au moment de la disparition de l'appareil. Mais du fait que certains patients attendaient d'être opérés, la gendarmerie a souhaité procéder à l'interrogatoire en fin de journée pour permettre au personnel



Entrée principale du CHU SO

qui doivent être écoutés de s'occuper d'abord des malades. Certains agents concernés ont néanmoins suivi les gendarmes, parce que de nuit, ils étaient libres la journée. C'est dans son blouson que l'un d'eux a rallié la gendarmerie. Il lui aurait été refusé de pouvoir se changer. Un peu après 18h, deux autres anesthésistes comme convenu étaient au SRI pour être interrogés. Soit au total

proposée.

Les gendarmes proposent de perquisitionner les domiciles des trois surveillants avant de pouvoir les laisser rentrer chez eux. Les perquisitions sont faites, sans aucun mandat contrairement à ce que préconise la procédure. Résultat de cette fouille nocturne, le moniteur n'a pas été retrouvé dans aucun domicile des surveillants qui étaient de garde la nuit du vol.

Malgré les perquisitions et contrairement à ce qui avait été proposé, les surveillants au lieu d'être libérés en attendant la suite de l'enquête ont passé la nuit à la gendarmerie. Les gendarmes ont estimé que les premiers responsables en charge de l'enquête et qui devraient décider de leur libération n'étaient plus de service et que personne ne pouvait les joindre.

Il faut rappeler que les vols deviennent récurrents au CHU Sylvanus Olympio, un médecin a vu son ordinateur disparaître de son bureau il y a quelques semaines. Ce qu'on peut dire actuellement, cette « humiliation » indignes les médecins qui sont très en colère. A les en croire, le voleur serait bien connu des responsables du centre.

Lors de son sit-in le jeudi 28 août, le Synphot a réclamé la démission du Colonel-Directeur général du CHU Sylvanus Olympio, Adom Wiyao Kpao.

Ils l'accusent d'avoir instigué l'arrestation et la détention « illégales » de leurs camarades. Mais ce dernier n'entend pas faire ce plaisir aux médecins.

C'est en tout cas ce qui ressort de la conférence de presse organisé par le Directeur général du CHU Sylvanus Olympio le vendredi 29 août dernier. « Je ne démissionnerai pas. Seul celui qui m'a nommé à ce poste me fera démettre », a déclaré Col. Adom Wiyao Kpao. Lors de cette rencontre avec les hommes de médias, le Colonel-Directeur de ce Centre a donné sa version des faits. A l'en croire, il est de son devoir de faire appel à la gendarmerie lorsqu'il a constaté le vol du moniteur au niveau du bloc. « Lorsque j'ai constaté le vol, en tant que premier responsable du centre, je ne pouvais pas me taire. Vous voulez que je fasse quoi ? Je ne peux pas rester les bras croisés », a-t-il ajouté.

Adom Wiyao Kpao dit regretter l'attitude des médecins qui ont observé un sit-in dans l'enceinte du CHU la veille. Selon lui, cela ne devrait pas se faire. « J'entendais des bruits dehors. Quelques instants plus tard, les responsables du Synphot sont venus me demander de descendre. C'est là où ils ont commencé par lire une déclaration », a-t-il souligné. Visiblement, il ne comprenait pas ce qui se passait. Il a ajouté : « J'étais surpris, parce que c'était une manifestation sans préavis. Si des médecins sont interpellés, où est moi mon mal dedans. Il fallait se plaindre contre les Gendarmes qui sont venus arrêter leurs camarades ».

Mais visiblement, ces arguments ne semblent pas convaincre les syndicalistes du Synphot qui prévoient intensifier leur mouvement jusqu'à ce que le Directeur général Adom Wiyao Kpao ne démissionne. Ce bras de fer laisse une atmosphère très tendue au CHU Sylvanus Olympio.

A suivre.

Isidore

Opération Entonnoir :

Pas de répit pour les contrebandiers du carburant frelaté

Des échauffourées ont eu lieu la semaine dernière dans certains quartiers de Lomé, entre policiers et vendeurs de carburant illicite. Ces scènes sont récurrentes à Lomé ces derniers temps, où l'Opération Entonnoir II mise en place par l'ex-chef d'Etat-major général des armées, le général Atcha Titikpina, mène une véritable chasse à l'homme.

La vente de carburant frelaté, communément appelé Boudè, est illégale. Depuis un certain temps, ce carburant est traqué et saisi par la Police et la Gendarmerie. Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a plusieurs fois mis en garde les contrebandiers, mais peine perdue. Le commerce de cette denrée s'amplifie de plus bel, au point d'amener les autorités à radicaliser leur position.



Kodjoviakopé, un quartier favorable les approvisionnements contigu à la frontière avec le Ghana, clandestins de ce carburant. Il suffit de

parcourir quelques dizaines de mètres pour revenir les bras chargés de cette denrée. Selon plusieurs observateurs, il faut que les autorités togolaises mènent la lutte à partir des frontières qui sont des facteurs favorisant l'intensification de ce commerce dans le pays.

Il y a également la problématique de la réglementation de ce secteur que posent nombre d'observateurs. Déjà, le chômage a atteint un point culminant dans le pays. Et la première victime reste cette jeunesse qui se cherche et pratique cette activité. Raison pour laquelle la politique de lutte contre le chômage doit être redoublée pour endiguer ce commerce.

Isidore

La fièvre Ebola : Une épidémie prédatrice de l'économie et du système de santé africains

La fièvre hémorragique à virus Ebola, on ne finit de parler d'elle, surtout en Afrique de l'ouest où elle fait des ravages. On parle aujourd'hui de plus de 1400 morts. Un bilan qui risque de s'alourdir dans les prochains jours, au regard des cas qui sont encore dans les bras des médecins. Mais ce que l'on constate, c'est que ce virus ne fait pas que de drame humain. Il y a également une catastrophe économique qui est en train de frapper l'Afrique de l'Ouest, avec pour point culminant la mise en exergue de la fragilité du système de santé en Afrique.

les dépenses liées au virus Ebola ont coûté au Liberia 12 millions de dollars au deuxième trimestre de l'année

Selon l'agence américaine Moody's citée par AFP, les dépenses liées au virus Ebola ont coûté au Liberia 12 millions de dollars au deuxième trimestre de l'année. Ces dépenses devraient inévitablement augmenter parallèlement à la diffusion de l'épidémie au troisième trimestre. La situation est la même dans les deux autres pays les plus touchés

par le virus (La Guinée et la Sierra Leone). Et ces trois pays ne sont pas les seuls à devoir craindre pour leur économie. C'est toute l'Afrique qui est concernée. « *Le déclenchement de l'épidémie risque d'avoir un impact financier direct sur les budgets des gouvernements via une augmentation des dépenses de santé* », a indiqué l'agence américaine. Le Nigeria, la première économie de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) est touchée. La Côte d'Ivoire est également dans la crainte. Cette première économie de l'Union économique

et monétaire ouest-africaine (Uemoa) partage des frontières avec ces pays touchés, notamment la Guinée et le Liberia.

Et comme on le sait, l'une des mesures drastiques que prennent les gouvernements des pays de l'Afrique de l'ouest reste la suspension des vols en direction des pays touchés. « *Le Cameroun qui n'a aucun cas à signaler*»,

a toutefois ordonné la fermeture de toutes ses frontières avec le Nigeria qui est son principal partenaire commercial. De leur côté, les autorités ivoiriennes ont suspendu lundi 11 août toutes les liaisons aériennes vers et depuis les pays affectés, interdisant à toutes les compagnies de transporter les passagers de ces pays. La compagnie aérienne Kenya Airways a suspendu provisoirement ses vols commerciaux vers la Sierra et le Liberia, à compter de mardi à minuit. La Guinée ne fait pas partie des pays qu'elle dessert en Afrique de l'Ouest », a relevé le confrère BBC.

En outre, france24.fr écrit sur son site : « *La compagnie Emirates fut la première à annoncer jeudi 31 juillet, une suspension de ses vols à destination et en provenance de la Guinée. Le mardi 5 août, British Airways a, quant à elle, interrompu jusqu'au 31 août ses liaisons avec le Liberia et la Sierra Leone « en raison de la détérioration de la situation sanitaire dans les deux pays... ».* La Côte d'Ivoire a annoncé lundi 11 août la suspension des vols de sa compagnie nationale vers et depuis les pays affectés par le virus. Le pays a également interdit aux autres compagnies de transporter des passagers en provenance de ces pays vers la Côte d'Ivoire. Les

compagnies panafricaines Arik et Asky avaient auparavant suspendu leurs vols vers et depuis le Liberia et la Sierra Leone après la mort d'un passager libérien fin juillet à Lagos, au Nigeria ».

Comme on le voit, toutes ces suspensions de vols doivent causer énormément de préjudices aux pays et aux passagers en direction et en provenance des pays ciblés. Le Togo n'est pas épargné par ces mesures. Il y a deux semaines, la compagnie Asky basée à Lomé, a été échaudée à Douala, au Cameroun. Elle a vu les passagers de l'un de ses appareils bloqués alors qu'ils étaient arrivés à destination. La Police refusait d'accepter que la compagnie débarque ses passagers, évoquant une décision du gouvernement camerounais. Et pourtant, aucun cas n'a été détecté au Togo.

Parallèlement, cette maladie a révélé la faiblesse du système de santé en Afrique. Les zones d'ombre sont nombreuses. Elles se rapportent notamment à l'insuffisance du personnel soignant qualifié, au niveau rudimentaire des plateaux techniques, à la gestion artisanale des structures de santé, au manque de professionnalisme et de motivation des agents de santé.

Isidore

L'Association AJBP mobilise les populations contre le virus Ebola

Aucun cas de la fièvre hémorragique à virus Ebola n'est encore signalé au Togo. Mais à travers le Comité de gestion mis en place par le gouvernement, les autorités togolaises prennent des mesures pour éviter l'entrée de la maladie sur le territoire togolais. Des séances de sensibilisation sont organisées à travers tout le pays. L'Association des Jeunes de Bè pour la Paix (AJBP) ne veut pas rester en marge de cette mobilisation contre ce virus très mortelle.

Pour aider les populations à prendre conscience de la situation, cette association a organisé une séance de sensibilisation de la population du canton de Bè, avec l'appui du chef Togbui Louis Mawuko Akllassou IV. Etaient présents à cette séance, un représentant du ministère de la santé et du Comité de gestion, un représentant de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS), un autre du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, des chefs traditionnels du canton de Bè et une forte mobilisation de la population.

« *Ebola, ce virus dont l'apparition nous a tous surpris, pour faire un petit devoir de synthèse, sévit près de trois mois, et a fait aussi environ 1500*

morts selon l'OMS, avec beaucoup d'autres cas suspects, dans les pays comme la RD Congo, la Sierra Leone, le Liberia, le Nigeria et tout récemment le Sénégal », a indiqué le Président de l'Association. Il a salué les actions menées jusque-là par les autorités togolaises, mais reconnaît que des efforts doivent encore être déployés pour barrer la route à cette maladie. « *Nous, à l'Association des Jeunes de Bè pour la Paix (AJBP), nous nous réjouissons de toutes ces actions jusque-là efficaces. Mais il est de toute évidence que face à Ebola, la moisson est grande, mais il y a peu d'ouvriers ; puisque comme le disait il y a quelques jours sur RFI l'émissaire américain chargé de la lutte contre le virus Ebola, en passage dans les pays ouest africains touchés par la pandémie : Ebola court plus vite que nous, nous devons le rattraper* », a-t-il continué. A le croire, il faut beaucoup de sensibilisation pour éviter cette maladie à notre pays. « *Ebola est une affaire de tous et nous avons le devoir de sensibiliser, par des campagnes de masse, nos populations afin que toujours le Togo en soit épargné* », a-t-il souhaité.

C'est Dr Etta-Koffi Kokou, Directeur général de l'hôpital secondaire de Bè, représentant le ministère de la Santé

qui a entretenu la population sur l'origine, la manifestation de la maladie et les mesures à prendre pour l'éviter. Il a également mis l'accent sur les dispositions prises par le gouvernement pour empêcher l'entrée de la maladie sur

beaucoup d'autres. *Il faut aussi se laver régulièrement les mains avec du savon ou de la cendre* ».

« *Nous avons organisé cette séance de sensibilisation pour faire taire les rumeurs qui circulent sur certaines mesures inventées par les populations elles-mêmes pour se préserver...* »

le territoire. « *J'ai encore beaucoup appris sur cette maladie aujourd'hui. Le docteur a dit que lorsqu'une personne a une fatigue intense, des douleurs dans la gorge, lorsqu'elle fait une diarrhée ou un vomissement avec ou sans trace de sang, une fièvre brusque avec une température très élevée, il faut appeler le 111. Les spécialistes vont venir amener la personne* », a déclaré un habitant de Bè qui a suivi la séance. Il a ajouté : « *On nous demande de ne plus manger des animaux comme agouti, lièvre, singe et*

mesures inventées par les populations elles-mêmes pour se préserver. Nous avons éclairé les populations », a souligné Togbui Louis Mawuko Akllassou, chef canton de Bè.

L'AJBP est une association qui œuvre pour la paix et le développement dans les quartiers de Lomé et dans les autres villes du Togo.

Isidore

Forte présence internationale à la cérémonie d'investiture R. Tayyip Erdogan

Pourquoi Faure s'intéresse à la Turquie ?

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est rendu à Ankara en Turquie du 26 au 29 août 2014 pour participer à l'investiture du 12^{ème} président turc **Recep Tayyip Erdogan**. Arrivé à l'aéroport d'Ankara dans la soirée du mercredi 27 août, le numéro 1 togolais sera accueilli à sa descente d'avion par des officiels turcs. Quelques minutes d'entretien protocolaire avec les autorités du pays au salon d'honneur de l'aéroport, puis Direction centre ville à l'hôtel Marriott où il installera son quartier général.

Jeudi 28 août, 10 heures, le président Faure Gnassingbé recevra en audience l'influent Vice-président de la puissante EXIMBANK. Quelques minutes d'entretien fructueux. Puisqu'à sa sortie d'audience, le banquier déclarera qu'il a été très impressionné par l'ouverture d'esprit du jeune président du Togo. « Je viens d'être reçu par son excellence le président Faure Gnassingbé pour lui parler de notre institution bancaire EXIMBANK, des possibilités qu'elle offre et de notre souhait d'ouvrir une filiale au Togo. Le Togo est un pays merveilleux en plein progrès due



ERDOGAN recevant les armoiries des mains de son prédécesseur Abdullah

aux nombreuses réformes que le président Faure a initié ces 5 dernières années dans les secteurs essentiellement de l'économie et du développement. Je suis content de cet honneur que m'a accordé le président et surtout de l'oreille attentive qu'il m'a prêté. Très bientôt, nous finaliserons les conditions de notre installation... », a-t-il affirmé.

Après cet entretien, Faure Gnassingbé recevra ensuite plusieurs autres personnalités du monde des affaires et quelques jeunes étudiants compatriotes togolais vivant à Ankara.

15 heures, le cortège du chef de l'Etat quitte l'hôtel présidentiel. Direction, le Palais CANKAYA, Présidence de la République turque. C'est là où va se dérouler la cérémonie d'investiture du nouveau président Erdogan. Sur l'autoroute qui conduisait la délégation au palais présidentiel, l'embouteillage était au rendez-vous. Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement venus d'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient ont fait le déplacement pour assister à l'évènement. Les cortèges des délégations se suivent, l'avancée est lente.

16 heures, arrivée au palais CANKAYA, Gigantesque, chic et ambitieux. Faure Gnassingbé et ses pairs sont accueillis sur le perron du palais par son excellence Abdullah Gull le président sortant. Installation. Quelques minutes plus tard, les présidents sortant et entrant passent en revue la garde présidentielle puis rejoignent leurs hôtes. Cérémonie sobre. Un seul discours. Puis l'ultime moment, le président Abdullah Gull remet les armoiries du pays au



Discours du nouveau Président

nouveau président qui prend désormais les rênes du pays. Une grande émotion s'empare de la salle. Recep Erdogan a été Premier ministre d'Abdullah pendant 12 ans, ils sont compagnons politiques depuis 40 ans.

« Je suis le premier président élu au suffrage universel de l'histoire de notre pays et de l'histoire

planète, Erdogan à martelé devant le parterre d'invités dans la salle que son pays n'a de visée sur les terres d'aucun pays. « Partout dans le monde, nous souhaitons la paix, la vie humaine doit être au dessus de tout intérêt, de toute richesse... Ainsi l'affection de notre peuple sera toujours notre point de départ », a-t-il indiqué. Pour finir, le 12^e

«...La vie humaine doit être au dessus de tout intérêt, de toute richesse... Que Dieu nous aide à ne pas avoir Honte à la fin de notre mandat ».

vieille de 2.000 ans de la Nation turque. Pendant 12 ans, j'ai été le Premier ministre de la Turquie. Nous avons fait beaucoup de réformes... ». Ce sont les premiers mots du tout nouveau président.

« Avec moi, c'est la période de la Nouvelle Turquie qui s'ouvre », a-t-il poursuivi.

Faisant allusion au positionnement stratégique de certaines puissances dans le monde et aux conflits qui secouent certaines régions de la

président de la Turquie Recep Tayyip Erdogan déclare : « Que Dieu nous aide à ne pas avoir Honte à la fin de notre mandat ». Tonnerre d'applaudissements.

Un dîner en l'honneur des invités a mis fin à la soirée.

Loïc LAWSON,
Envoyé spécial à Ankara

Forte présence internationale à la cérémonie d'investiture d'Erdogan



Photo de famille des personnalités présentes

A l'occasion de la tenue de la cérémonie d'investiture de Recep Tayyip Erdogan, élu 12^{ème} Président de la République de Turquie, le 10 août courant, cinq chefs d'Etat, neuf présidents et 8 Premiers ministres ont fait le déplacement d'Ankara.

Le chef d'Etat turk mène Gourbangouly Berdimoukhamedov, le Béninois Thomas Boni Yayi, l'Ukrainien Petro Porochenko, le Kazakh Noursultan Nazarbaïev, le Togolais Faure Essozimna Gnassingbé et le président de l'Assemblée des représentants de la Lybie, Aguila Salah Issa, L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, le président bulgare Rossen Plevneliev, le président moldave Nicolae Timofti, le président macédonien Gjorge Ivanov, le président albanais Bujar Nisahni, le président somalien Hassan Sheikh Mahmoud, la présidente kosovare Atifete Jahjaga, le président de la République turque de Chypre du nord Dervis Eroglu, le président éthiopien Mulatu Teshome Wirtu et le

président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine Bakir Izetbegović, étaient présent à Ankara.

Le Premier ministre roumain Victor Ponta, le Biélorusse Mikhaïl Myasnikovitch, le Gabonais Daniel Ona Ondo, le Pakistanais Nawaz Sharif, le Géorgien Irakli Garibachvili, le Jordanien Abdullah Ensour, le Tadjikie Kokhir Rasulzoda, le Nigérien Brigi Rafini et le chef du gouvernement marocain Abdelilah Benkiran ont représenté leur pays lors de la cérémonie.

Parmi les ministres à la cérémonie d'investiture d'Erdogan, figurent le ministre iranien des Affaires étrangères et son homologue russe Sergueï Lavrov.

Les chefs de la diplomatie du Burkina Faso, Djibril Bassole, du Sultanat d'Oman Youssef bin-Alawi et celui du Soudan du sud, Barnaba Mariel Benjamin étaient aussi présents.

La Chine et les Etats Unis ont participé à la cérémonie avec un représentant spécial.

L.L

Pourquoi Faure s'intéresse et s'ouvre à la Turquie

L'économie turque, qui a enregistré une croissance de 4% de son PIB en 2013, reste robuste avec une progression de 4,3% au 1^{er} trimestre 2014. En 2013, la consommation des ménages et les dépenses publiques ont été les principaux moteurs de la croissance. Au 1^{er} trimestre 2014, les exportations (+11,4%) semblent avoir pris le relais de la consommation des ménages alors que les dépenses publiques restent dynamiques (+8,6%). Fin 2013, le PIB s'établissait à 820 Mds USD et le PIB/habitant à 10 782 USD (contre 10 459 USD en 2012).

La progression de la demande intérieure en 2013 cumulée avec l'effet de la forte dépréciation de la livre turque fin 2013 - début 2014 sur l'inflation importée, ont alimenté les pressions



Un homme d'affaires Turc s'entretenant avec Faure Gnassingbé

inflationnistes : l'inflation s'est établie à 7,5% en moyenne en 2013 et à 9,16% en glissement annuel en juin 2014 soit un niveau très supérieur à la cible de 5% retenue par la banque centrale.

Le dynamisme économique a contribué à la réduction du déficit des dépenses publiques qui représentent 1,2% du PIB en 2013 (contre 2,1% du

Suite à la page 6

Numérisation de la TVT Générale d'Afrique, de 20 à 60 milliards, la bande de voleurs qui dépouillent le trésor public.

A dix mois de la date butoire imposée par l'Uemoa, les travaux n'ont pas dépassé l'étape de fondation

Annoncée en pompe en 2012, la numérisation de la Télévision nationale beugle. Ni l'installation technique, ni la construction des bâtiments alors que la société Générale d'Afrique qui exhibait le « préfinancement » a déjà encaissé 25 milliards, avenant compris. Sur un autre volet du même projet, elle évoque 35 milliards. Avec la complicité de commis d'Etat... Dans les sous-sols d'un montage qui phagocyte des milliards, âmes sensibles s'abstenir, les pourritures de billets peuvent choquer !

Adoum Frédérique Dennis. C'est l'un des seuls rares visiteurs qui ne patientent pas en salle d'attente, chez **Ayassor Oteth Adj**i, ministre togolais des finances et de l'économie. Dieu sait pourquoi. Look de comédien, une voix suave, c'est un charmeur né.

Né au désert, en tout cas pas loin, M. Adoum porte d'ailleurs les subtilités et la versatilité de dunes de sable dans son ADN. C'est un gentleman, pragmatique et direct. Un malin actif. Ses débordements de cheveux frisés par le vent et le calme du Sahel en font un « *petit homme inoffensif* » avec cet air amusant d'adulte qui s'attache à l'enfance. Il sait être calme, mais il a du mal à se priver de son sourire si ironique et de ses éclats de pacha. Ici, au Togo disons, c'est un roi, en tout cas au moins un roitelet. Car il fait le bonheur d'une multitude de personnes.

Ministres et sous-ministres, hommes d'Etat et hommes d'affaires, Dennis Adoum a inventé sans efforts la stratégie pour dérober à l'Etat les milliards, aux vues et sues des institutions de Bretton Wood. Si sa méthode est malveillante, la finalité est tout de même légale, le « *préfinancement* ». Lui, a de l'argent à investir, peu importe, l'Etat le remboursera plus tard. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'à

l'Etat, l'Etat et demi. Le jeu, il le joue bien. Des réalisations virtuelles, sa société en fait partout dans le monde, sauf qu'il ne cite nulle part où les travaux sont finis. Pour illustrer le parcours de la société, il cite la Guinée et la Côte d'Ivoire notamment où il fait tout sans rien finir. Mais le plus important est ailleurs, arracher aux chefs d'Etat (Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire et Alpha Condé de la Guinée) des photos qui servent à légender ses légendes, illusion d'un maître qui veut tout faire et qui ne commence pour l'instant, rien. Même chose de l'autre côté, il utilise ses photos avec **Faure Gnassingbé**, comme des pièces à conviction. En tout cas presque. Dans une série d'articles, Afrikaexpress.info, Le Flambeau des Démocrates et Le Triangle des Enjeux consacrent à sa société et à ses hommes ce qu'on ne lui a encore jamais fait : une descente dans les limbes de ses secrets, ceci est le premier article inaugural ! D'autres suivront !

Générale d'Afrique, elle fait en général tout...

Générale d'Afrique, le nom à lui seul dit tout. Générale mais aussi généralisée, avec 5 sièges dispersés dans la ville de Lomé, quelle exception et cela, le Pdg le défend à cœur vaillant, « *cela montre que nous sommes une société de grande présence* », pas de grande dispersion ? Le Pdg même loge rue Locam, discrètement, entourés de dizaines de faire-valoir triés dans plusieurs pays pour faire la crédibilité d'une société qui n'est qu'une boîte à voler. Un Pdg lui aussi, dispersé, enfin, multinational dans l'âme plutôt, originaire de Djibouti et du Tchad, il est franco-américain, mais aussi Malien. Ah oui, n'oublions pas qu'il est un Touareg (ethnie présente autour du Sahel) alors partout où il y a Sahel, il peut en détenir la citoyenneté.

Générale d'Afrique ! Exactement comme une alimentation générale, on y trouve tout. Tout et parfois n'importe quoi, dans une opacité illustre et inégalable. La Générale d'Afrique,

c'est la mère qui se duplique en petites structures éclectiques (une dizaine au moins) dont nul n'aura jamais le contrôle et qui fait tout, ou plutôt, « entend tout faire ». La pluralité des domaines d'intervention vous montre qu'il s'agit d'un labyrinthe, à la limite confrérique dans laquelle, d'**Ayassor à Koumondji**, de **Barqué à Lorenzo**, d'**André Johnson** aux moult conseillers sulfureux, tout le monde y prend part et y mange. Allègrement. Avec le Premier ministre en cerise qui, sciemment ou inconsciemment préside le lancement d'une numérisation dont il ne semble pas suivre la suite. Entrepreneariat, éducation et formation, santé et environnement, développement communautaire, exploitation minière, agroalimentaire, la liste est plus que longue et curieusement, va de coq à l'âne. Sécurité et défense, assurance maladie universelle, la banque mobile, systèmes d'informations géographiques, énergie, BTP, eau et assainissement. La liste ne finira jamais et elle évolue d'ailleurs au fil des calculs. Depuis que **André Johnson** est ministre de l'environnement, l'environnement et développement durable est inscrit en queue de liste. Car le nouveau ministre UFC, c'est l'un des bras droits du système Générale d'Afrique. Et il l'assume, bien habillement.

La numérisation de la TVT doit attendre

La numérisation est avant tout une bonne nouvelle. Depuis de nombreuses années, le Togo a arrêté la liste de chaînes de télé et de stations de diffusion radios pour le fait que, « *les canaux et les bandes passantes de l'analogie se sont épuisés* ». Ce qui est vrai, l'analogie ne pouvant pas attribuer plus d'une cinquantaine de radios sans engendrer des perturbations et des confusions de fréquences. La légendaire « FM », la Modulation de Fréquence (Fréquence Modulation), sur laquelle sont plaquées toutes nos radios aujourd'hui est plus que caduque. Pour disposer d'espace à l'infini et sans perturbation, il faut donc passer au numérique. Ce qui s'est imposé au Togo comme la plupart des pays de la sous-région. **Date butoir 17 juin** et jusqu'alors, les travaux n'ont pas évolué à plus de 7% (nous y

consacrerons un article ultérieur).

C'est pompeusement qu'à la fin de l'année 2012, avec la présence du Premier ministre **Ahoomey-Zunu**, et un bataclan de personnalités, la numérisation de la Télévision nationale a été annoncée. En couleurs et en festivités. En son temps, nous avions attiré l'attention sur deux faits importants, le montant, **20 milliards**, déjà exorbitant pour un tel projet. Dans la plupart des pays voisins, le montant se situe entre **5 et 9 milliards**. Puis le sulfureux préfinancement supposé. A ce jour, le bâtiment n'a pas encore commencé, juste le creusage de fondation que nous avons constaté en visitant le site, à GTA, en face de l'ambassade des USA, qui devrait accueillir pour le compte de la TVT, les installations.

Alors que la première pierre est posée depuis le 13 Août 2013, les travaux n'ont commencé qu'une année plus tard, en juillet dernier. Plusieurs relais prévus pour l'intérieur du pays n'ont simplement pas démarré à ce jour et la société qui a épuisé le délai de livraison ne donne aucune explication. Toutes nos tentatives pour échanger avec elle sont vaines, ses divers cadres racontant au téléphones des ânonnements qui ajoutent du flou au nébuleux. C'est là que se pose la question de préfinancement elle-même. La société Générale d'Afrique utilise cette voie pour ne pas participer à des appels d'offres mais ne démarre pas les travaux avant le délai nécessaire pour encaisser l'argent, ce qui lui a permis, sans avoir démarré les travaux, d'encaisser et les 20 milliards initiaux et les 5 milliards d'avenant en étant toujours à l'étape de fondation pour le bâtiment principal. Dans cette condition, la numérisation doit attendre et la TVT n'y peut rien, elle n'a pas été associée à la signature du contrat. Et le ministre de la communication du moment, **Oré Djimon**, a été placé devant le fait accompli, avec sous la main un contrat sorti tout prêt de la cuisine du ministère des finances. Nous reviendrons en détails dans un prochain article sur les complicités et la manière dont le contrat a été préparé et signé sans appels d'offres.

Rallonge de 5 milliards

Le contrat qui unit l'Etat togolais à la société Générale d'Afrique

et dont nous avons copie dispose d'une rubrique « Meubles » (mobiliers et immobiliers) avec une faramineuse somme adéquate. Sauf que dans Meubles, SGA n'a pas prévu le bâtiment. Le bâtiment qui devrait loger tout le matériel déjà acheminé au Port de Lomé n'a pas été prévu au contrat alors même que la Société Générale s'époumone à défendre son expertise dans le domaine de la numérisation.

Comment comprendre et accepter qu'on veuille installer une antenne parabolique sans prévoir la pause en béton sur laquelle elle sera posée ? Quel scandale ? Près d'un an plus tard, alors que la société veut enfin démarrer les travaux, le ministère de la communication lui fait remarquer que les bâtiments ne sont pas prêts et la Société Générale d'Afrique de préciser qu'il faut un avenant de 5 milliards pour les bâtiments. Soit 25% du budget global de tout le projet.

Comment comprendre et accepter que pendant que la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international insistent pour que le Togo fasse « un effort sensible de transparence dans la gestion des deniers publics », et que Transparency international accable le pays de l'équivalent du prix Nobel de la mal gouvernance, le gouvernement accepte un tel avenant qui ne répond à aucune norme ? Cela s'explique par **les complicités dont bénéficie la Société Générale d'Afrique au sein du ministère de l'économie et de tout le gouvernement**. Mais aussi dans les cavernes du pouvoir. Alors que nous bouclons cet article, l'information portant sur un nébuleux complément de 35 milliards, destinés à un autre volet du même projet nous est parvenu et là encore, la même stratégie : le préfinancement.

Afrikaexpress, Le Flambeau des Démocrates et Triangle des Enjeux.

NB : Cette enquête réalisée par les trois rédactions est la première d'une série sur cette affaire rocambolesque.

Pourquoi Faure s'intéresse et s'ouvre à la Turquie

Suite de la page 5

PIB en 2012). La dette publique turque s'établit à 36,3% du PIB en 2013.

Avec tous ces atouts chiffrés dont regorge la Turquie, le Togo aura à gagner sans aucun doute de ce nouveau partenariat. La Turquie est en plein essor. Elle n'a rien à envier aux grands pays du monde. Ses entreprises sont en plein croissance et veulent s'implanter dans des pays qui leur offriront des avantages meilleurs dans leurs délocalisations.

Le Togo sous l'impulsion du président Faure Gnassingbé est dans cette dynamique d'attirer les

investisseurs. Il a créé à cet effet un centre de formalité des entreprises et mis en place depuis quelques mois un guichet unique du commerce extérieur pour faciliter les tracasseries administratives aux entreprises.

L'espoir est permis. Les milliers de chômeurs du Togo verront bientôt des emplois créés dans le pays avec l'arrivée prochaine de nouvelles entreprises étrangères. Sans oublier les nombreux projets initiés par le ministère du Développement à la Base et de l'Emploi des Jeunes dans cette même perspective.

Loiclas



FTF/ prochaine mandature

Le congrès de tous les risques se prépare

S'il y a en cette fin d'année 2014, un événement que le monde sportif togolais attend de pied ferme, c'est bien le prochain congrès électif à la Fédération Togolaise de Football (FTF). Sous d'autres cieux, une élection dans une instance de Football ne mobilise autant les ardeurs. Mais depuis 2006, le congrès électif à la fédération Togolaise de Football a pris le dessus sur les grandes échéances politiques.

La raison de cette grande mobilisation, de ce désir et de cette obsession de tous les acteurs du Football togolais de diriger les rennes de l'instance est toute simple : le Football togolais peine à sortir de l'auberge des crises et des mécènes qui l'ont pris en otage. Face à cette situation, chaque acteur propose sa thérapie et s'affiche de facto comme l'homme de la situation. L'on s'achemine, au regard des derniers

développements de l'actualité sportive, vers un congrès électif qui risque de sombrer totalement le Football togolais.

Les différents contentieux qui risquent d'imploser le congrès

Depuis quelques mois, les préparatifs du prochain congrès prévu en novembre ont démarré avec la demande faite aux différents clubs et ligues de Football de restructurer leur bureau dirigeant. Si les clubs de D1 et D2 ont pu honorer dans la légalité à ces engagements, hormis Tchaoudjo Athlétic, Club dont le nouveau bureau n'est jusqu'alors pas reconnu par la FTF, il faut relever que la plupart des Ligues de Football ne connaissent pas le même sort. C'est les cas de la ligue de Kara, de Fasao, de Tchamba, de maritime-ouest et d'autres encore dont les nouveaux membres élus l'ont été par supercherie. En plus de ces nombreux manquements



Le siège de la FTF

qui prédisposent la rencontre de novembre prochain à un fiasco, si rien n'est fait, l'électorat dont il revient la charge de déléguer le pouvoir à la FTF constitue en soi un grand problème puisque depuis 2007, cet électorat n'a pas changé alors que sur l'échiquier, certains clubs qui détiennent le droit de vote ont disparu du rayon sportif au moment où d'autres sont en pleine activité, mais ne détiennent pas le précieux

sésame. L'autre problème majeur est l'organisation pour la première fois du championnat national de D3 avec des clubs qui automatiquement s'ils prennent part à la compétition auront le quitus pour participer au vote. L'organisation de cette compétition déjà source d'un grand différend entre certains membres du bureau exécutif de la FTF, il y a une forte probabilité que les choses ne dégénèrent le jour du congrès.

Le congrès de tous les dangers
Il est certain qu'à l'allure où vont les choses, et si par mégarde ces différents problèmes précités ne trouvent pas règlement, ce

congrès électif n'augure rien de meilleur pour le Football togolais, surtout qu'à certains niveaux, le désir est de mettre assez de jalons pour que la situation de crise que la FTF vit soit une crise permanente. Du côté de ceux qui sont aux affaires comme de ceux qui aspirent être aux commandes, c'est la guéguerre. Rien qu'à l'analyse de la pléthore des intentions de candidatures et les noms qui circulent déjà, les couleurs du désordre sont annoncées. Il faut d'ores et déjà agir selon les termes de cette maxime qui exigent que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. Nécessité s'offre ainsi pour le ministère des Sports de contribuer à apaiser les tensions avant ce congrès électif qui laisse une part belle à de mauvais présages.

La bataille des urnes entre probablement Gabriel Améyi, Boukpéssi Essoyaba, Mathieu Mablé, le duo Hervé Piza-Adjodo ou encore Wona Germain est engagée de la plus mauvaise des manières.

Del-Jo

Can U20 Sénégal 2015

Le Togo ne sera pas de la fête

Grosse désillusion hier pour la sélection junior togolaise face aux Aiglons du Mali dans le compte de la manche retour du dernier match qualificatif pour la Can U20 2015 qui se joue au Sénégal.

Battue à l'aller par les maliens (2-0), la sélection togolaise n'a pu renverser la vapeur à domicile. Et pourtant, le public sportif ayant encore en mémoire l'exploit de Rabat a cru en cette qualification jusqu'à la dernière minute. Mais, jamais Adam Fazazi et ses poulains ne



Les Eperviers juniors

trouveront la stratégie d'inscrire le second but qui leur permettrait de faire douter les Aiglons. La seule réalisation en début de match (20^{ème} mn) de Tchatakoura Abdou Sémio sur coup franc aura été largement insuffisante pour ouvrir les portes du paradis aux jeunes Eperviers. Ces derniers, auréolés d'une bonne prestation de jeu au début de cette rencontre capitale, ont manqué de fraîcheur physique en seconde période de jeu. Akakpo Biova, Donou Junior, Atsou koffi Franco ou encore Kougbenya Didier ont illuminé de leur talent cette rencontre. Malheureusement, l'impréparation dont la FTF est champion a fini par rattraper la

sélection togolaise. Chacun de son côté doit pouvoir tirer les conséquences de cette élimination avant que les cadets ne jouent leur dernière carte face à la Guinée et que les seniors n'entrent en compétition. Jamais le Togo dans l'histoire de cette compétition n'a été aussi prêt du but. La sélection togolaise paie ainsi le prix de l'amateurisme ambiant qui rime avec le quotidien de l'instance suprême du Football Togolais et qui fait dire à certains observateurs de la scène sportive que le Togo a peur de s'aligner sur les trois compétitions dans la seule année 2015.

Del-Jo

Eliminatoire Can 2015 Tchanilé Tchakala convoque 23 joueurs

Après moult tergiversations, le sélectionneur national Tchanilé Tchakala, de retour de sa tournée de prospection, publie la liste des 23 joueurs chargé de défendre les couleurs nationales contre la Guinée le 05 septembre prochain au Maroc et le 09 septembre contre le Ghana à Lomé. Sur cette liste, l'on retrouve la grande partie des joueurs ayant participé à la dernière Can en plus de nouvelles figures, Mathieu Dossèvi, Zato Farid et de deux retours ceux de Araw Kamaldine et de Emmanuel Mathias.

Liste des joueurs
Gardiens : Agassa Kossi, Cédrick Mensah, Atsu Mawugbé
Défenseurs : Ouro akoriko Sadath, Mamah Gafar, Bossou Vincent, Donou Kokou, Emmanuel Mathias, Akpovon Neni, Serge Akakpo
Milieux : Alaixys Romao, Améwou Komlan, Floyd Ayité, Zato Farid, Womé Dové, Ségbéfia Prince, Dossèvi Mathieu, Atakora Lalawélé
Attaquants : Adébayer Shéyi, Serge Gakpé, Ayité Jonathan, Araw Kamaldine, Laba Kokou.

Del-Jo

FLAMBEAU des Démocrates	
Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC Siège social : Bd du 13 Janvier, Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé e-mail : flambeaundesdemocrates@yahoo.fr	
Maison de la Presse Casier N°72	
Directeur Général chargé de la Publication Loïc LAWSON (90 34 63 25)	
Directeur de la Rédaction AGBESSI T. Isaac (90 20 36 51) Rédaction Edgar K. DJISSENOU K. Isidore Magloire TEKOU	
PAO Geodecom (22 36 32 30 / 99 54 84 55)	
Imprimerie : St Laurent Tirage : 3000 exemplaires	

SAVOIR  NEWS

**La Première Agence de
Presse Privée au Togo**